

LA NATIONALISATION DU CRÉDIT ET L'ÉTATISATION DE L'ÉCONOMIE...

Le nouveau ministère vient de décider la mise en application immédiate de l'une de ces mesures dites «réformes de structure» qui vont avoir pour conséquence la liquidation de l'économie privée et la soumission de toutes les forces productives du pays à la bureaucratie omnipotente de l'État.

Il importe avant tout de se demander quelles vont être les répercussions économiques et politiques de cette réforme ou, pour être plus précis, son incidence sur l'économie intérieure et ses conséquences quant à la politique extérieure de la France. Prisonniers de leur démagogie politicienne, les «trois grands» n'ont probablement pas mesuré la portée du bouleversement dans lequel ils engagent le pays, et nous savons qu'au surplus l'un des dits «trois» se moque éperdument de ce qui pourra advenir. Pendant des mois, exploitant le désir des masses ouvrières de sortir d'une situation économique catastrophique, dont elles font à peu près tous les frais, ils les ont bercées d'illusions faciles et de promesses mirobolantes, et un document hâtivement bâclé, dangereusement imprécis et dépourvu de valeur scientifique - c'est du programme du *Conseil National de la Résistance* que nous voulons parler - a été vanté sur tous les tons comme l'universelle panacée appelée à guérir tous les maux de la nation.

Les politiciens, aujourd'hui, sont au pied du mur. Tribuns de coin de rue, bavards de congrès, combinards de comités et autres intrigants de petite science sont désormais tenus de définir et donner enfin une forme concrète à des formules qui étaient restées jusqu'alors voilées dans le vain brouillard de l'éloquence démocratique.

Nous n'attendions pas des deux partis marxistes qu'ils produisissent un projet de réforme du crédit qui eût quelque rapport, même lointain, avec l'intérêt véritable de la classe ouvrière, voire même avec l'intérêt «général» bien compris: nous savons trop l'ignorance foncière des disciples du fondateur du prétendu «socialisme scientifique» à l'égard des vrais problèmes économiques. Incapables de mettre sur pied un système viable parce qu'ignorants des principes, ils s'en remettent par avance à la bureaucratie de l'État: c'est elle qui sera chargée de gérer les grands établissements de crédit nationalisés. Le gouvernement, en effet, ne semble pas vouloir s'engager dans la voie suivie par Blum en 1937 lorsqu'il nationalisa les chemins de fer. Dans ce dernier cas, les actionnaires conservaient 49% des actions, ce qui donnait à l'État - c'est-à-dire pratiquement à la bureaucratie - la majorité avec 51%, les anciens propriétaires étant réduits au rôle, après tout assez avantageux, d'une vermine parasitaire proliférant sans souci sur le corps de la nation (la bourgeoisie, ainsi, ne serait même plus capable de justifier son pouvoir par ce qu'elle appelait orgueilleusement son «esprit d'entreprise»; elle n'a plus de goût que pour la jouissance oisive). Dans le projet qui semble devoir l'emporter, les actionnaires des banques seront entièrement éliminés et leur propriété transformée en rente viagère. C'est ce qu'on appelle la nationalisation sans «spoliation».

Qu'est-ce à dire? Et où sont les spoliateurs? Nous croyions pourtant que notre société capitaliste était toujours fondée sur la fiction de la productivité du capital et sur la transmission héréditaire des biens. Alors, de deux choses l'une: ou le capital, comme le travail, est productif par lui-même; son produit s'appelle «intérêt», et tant que le capital demeure dans le circuit économique, l'intérêt doit légitimement faire retour au propriétaire. Si on transforme son capital en viager, on exproprie sa descendance, et ceci, n'en déplaît à nos idéologues hypocrites et révolutionnaires en peau de lapin, s'appelle une spoliation.

Ou la productivité du capital est répudiée comme principe économique; dans ce cas, c'est l'actionnaire qui est le spoliateur, et loin de lui devoir une rente viagère, la nation est fondée, bien au contraire, à lui demander des comptes. Mais alors c'est la gratuité du crédit hautement reconnue, c'est la révolution sociale, c'est l'Anarchie!

Les possédants ne s'y trompent pas et leur volonté de résister apparaît clairement à travers la presse économique et financière. Ainsi, dans un article de la «*Tribune Économique*» du 23 novembre, l'auteur exprime ses craintes de voir la nationalisation des grandes banques provoquer des retraits de fonds de ces établissements au bénéfice des banques non nationalisées, ce qui amènerait, un jour ou l'autre, l'État à nationaliser tout le crédit. On peut, à l'appui de ces craintes, noter que la *Banque de France*, déjà semi-nationalisée, a vu son activité proprement bancaire (son portefeuille) se rétrécir continuellement au profit des banques privées.

Comment, en effet, l'État, toujours en faillite frauduleuse et toujours implorant crédit, pourrait-il donner crédit? Il faut l'incroyable dose d'ignorance de nos politiciens pour y croire. La réalité économique se chargera de les détromper. Les capitaux truqués par l'étatisme chercheront refuge dans les banques étrangères. Nos nationalisateurs frénétiques se seront eux-mêmes enfermés dans l'alternative tragique: ou porter la main sur la banque anglo-saxonne, et ce sera le conflit; ou, comme les travaillistes nationalisateurs anglais, ils se dégonfleront devant la finance américaine, et ce sera la colonisation de la France par le capital yankee. Dans les limites du régime capitaliste, il n'y a pas de milieu. La France bourgeoise est condamnée parce que son économie ne peut plus fonctionner normalement. Quant au peuple lui-même, seule la Révolution Sociale peut le sauver.
